



TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 27 mai 2020

DCI NATIONALE

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE, LA CGT ALERTE LA DIRECTION !

La crise sanitaire que nous subissons depuis plusieurs mois est révélatrice, si besoin était, de la fragilité du modèle libéral exacerbé par des années de politiques d'austérité en matière d'investissement et de services publics, aux seules fins de rentabilité financière.

Le contexte particulier dû au confinement puis déconfinement progressif depuis le 11 mai ne doit pas servir de prétexte au Gouvernement et au patronat pour remettre en cause nos droits sociaux et dégrader nos conditions de vie et de travail.

Le monde ferroviaire et la SNCF en particulier n'échappent pas à la situation. Les annonces du président Farandou quant aux mesures qu'il compte mettre en œuvre pour « préserver » la situation financière de l'entreprise ont des airs de déjà-vu et vécu : maîtrise de la masse salariale et coup de frein sur les investissements.

IL N'EST PAS QUESTION QUE LES CHEMINOT·E·S PAYENT LA FACTURE !

Les cheminot·e·s qui ont su, dans la dernière période, malgré le manque de moyens et des directives fluctuantes et parfois contradictoires, faire face à la situation et maintenir « la boutique » en ordre de marche n'ont pas à être la variable d'ajustement et subir les conséquences d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Dans ce contexte, la direction, qui n'a de cesse de louer le professionnalisme des agents, doit immédiatement leur rendre les 6 jours de repos qu'elle leur a pris contre leur gré.

De la même manière, les recrutements gelés dans de nombreux métiers et filières ces derniers mois doivent être rapidement réactivés et un plan massif de rattrapage doit être mis en œuvre pour au moins respecter les objectifs d'embauche initiaux. La priorité doit être donnée aux milliers d'intérimaires, de CDD et d'alternant·e·s actuellement dans l'entreprise.

Pour la CGT, la reconnaissance de l'engagement des agents passe aussi par une revalorisation des salaires, gelés depuis maintenant 5 ans.



La direction s'était engagée à ouvrir des négociations salariales en avril. Même si la période du confinement ne s'y prêtait pas, force est de constater que le déconfinement ne rime pas avec ouverture de négociation. Une 6^e année sans augmentation générale de salaire conséquente, alors que les marges de manœuvre existent dans l'entreprise serait incomprise et inadmissible.

Les sommes consacrées tous les ans aux dispositifs d'intéressements, primes, gratifications individuelles pourraient aisément être réorientées vers le salaire de l'ensemble des cheminot.e-s quel que soit leur collège et ainsi être pérennisées et alimenter le financement de notre protection sociale.

LE FERROVIAIRE A PROUVÉ SA PERTINENCE !

La crise sanitaire révèle une nouvelle fois à quel point le rail est indispensable pour garantir le droit aux transports pour toutes et tous. Le fret ferroviaire a démontré son utilité dans l'acheminement des matières et produits indispensables à la Nation. Les actes doivent désormais succéder aux paroles. Un plan de relance ambitieux et pérenne de Fret SNCF doit être décrété et financé rapidement.

La réduction des investissements annoncés par le président Farandou ne peut être la solution pour améliorer les comptes de l'entreprise. Au contraire, ils doivent être augmentés pour permettre au ferroviaire de se développer sur l'ensemble du territoire et ne pas conduire à abandonner les milliers de kilomètres de « petites lignes » qui irriguent le pays. La CGT exige que des engagements soient pris quant à leur maintien et développement.

Malgré la multiplication des rencontres avec la direction sous forme de bilatérales ou tables rondes dans la dernière période, les revendications portées par la CGT depuis de nombreux mois sont toujours sans réponses. Comme quoi, qualité et efficacité du dialogue social ne rime pas avec quantité !

Face à cette situation, la CGT a décidé de provoquer la négociation en déposant une démarche de concertation immédiate (DCI) auprès du DRH national.

LA CRISE SANITAIRE NE MASQUE PAS LES REVENDICATIONS ! LA CGT CONTINUE À DÉFENDRE LES DROITS DES CHEMINOT-E-S

F É D É R A T I O N C G T D E S C H E M I N O T S

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
Email :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur : Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :